

Fiche synthétique sur l'audiovisuel public (en prévision de questions probables)

Sarkozy supprime la publicité sur les chaînes publiques. Est-ce un cadeau au « privé » comme il en a reçu de son côté ?

La conséquence logique de la suppression des ressources publicitaires dans l'audiovisuel public, c'est effectivement un formidable cadeau à TF1 et M6. Et l'on ne peut s'empêcher d'y voir une sorte de renvoi d'ascenseur. Mais l'impréparation qui entoure cette annonce démontre en même temps l'instrumentalisation politique qui en est faite. Néanmoins, l'idée n'est pas neuve. Et si le projet n'a jamais été mis en oeuvre c'est qu'il pose d'immenses problèmes. La pérennisation des financements de substitution en est le principal. En plus de la perte sèche des recettes de pub, il faut remplacer les cases horaires qu'elle occupe par d'autres programmes. Cela coûterait de 1,2 à 1,3 milliards d'euros. Si on ajoute à cette affaire le fait que la télévision publique avait déjà des besoins financiers pour faire face à son cahier des charges, le projet présidentiel ressemble à la chronique d'un suicide annoncé. A moins qu'il s'agisse d'un prélude à la privatisation d'une ou plusieurs chaînes du groupe France TV...

Quid de TV5 ?

France 2 et France 3 sont des partenaires de cette chaîne et lui fournissent une grande partie de ses programmes forts (*Questions pour un champion, Envoyé spécial, Mots croisés, On a tout essayé, etc...*). Fragiliser ces chaînes consiste donc à préparer des dégâts collatéraux. Le pouvoir affirme que TV5 n'est pas concerné par son projet. Mais qui peut dire qu'à moyen ou long terme la pub (encore réduite sur TV5) ne sera pas purement et simplement supprimée ?

Le réalisateur Jean- Louis Lorenzi, que l'on peut difficilement accuser de collusion avec le néolibéralisme, s'est félicité publiquement de la disparition de la publicité... A-t-il une télé de retard ?

En soi la suppression de la pub ne pose pas de problèmes insurmontables aux

personnels de France Télévision. La question, c'est encore une fois de maintenir des financements pérennes alors qu'on change de modèle économique.

Et une éventuelle augmentation de la redevance ?

C'est sans doute l'un des meilleurs moyens de financer la télévision publique. Mais c'est très impopulaire et correspond à un risque politique majeur. D'autant plus que cette taxe n'est pas juste. Le gouvernement ne choisira sans doute pas cette orientation. Non pas par sentiment de justice, mais plutôt par peur...